



Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des trois frontières | Mali

Mai 2023

CONTEXTE

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi trimestriel de la situation humanitaire dans les régions situées dans la zone frontalière¹.

Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones géographiques et de leur évolution, plus précisément dans les régions de Gao, Ménaka, Mopti, Tombouctou et Ségou. Depuis 2018, la volatilité du contexte sécuritaire et la récurrence des incidents de sécurité ont intensifié les déplacements de populations. La situation sécuritaire critique a en effet causé le déplacement de 375 539 personnes déplacées internes (PDI), soit 78 439 ménages à la date du 30 avril 2023, selon le rapport de la Matrice de Suivi des Déplacements (DTM)².

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de « zone de connaissance ». Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans les cercles et les communes d'intérêt (admin 2 et admin 3) situées sur le territoire malien le long de la bande frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger y compris dans les zones difficilement accessibles.

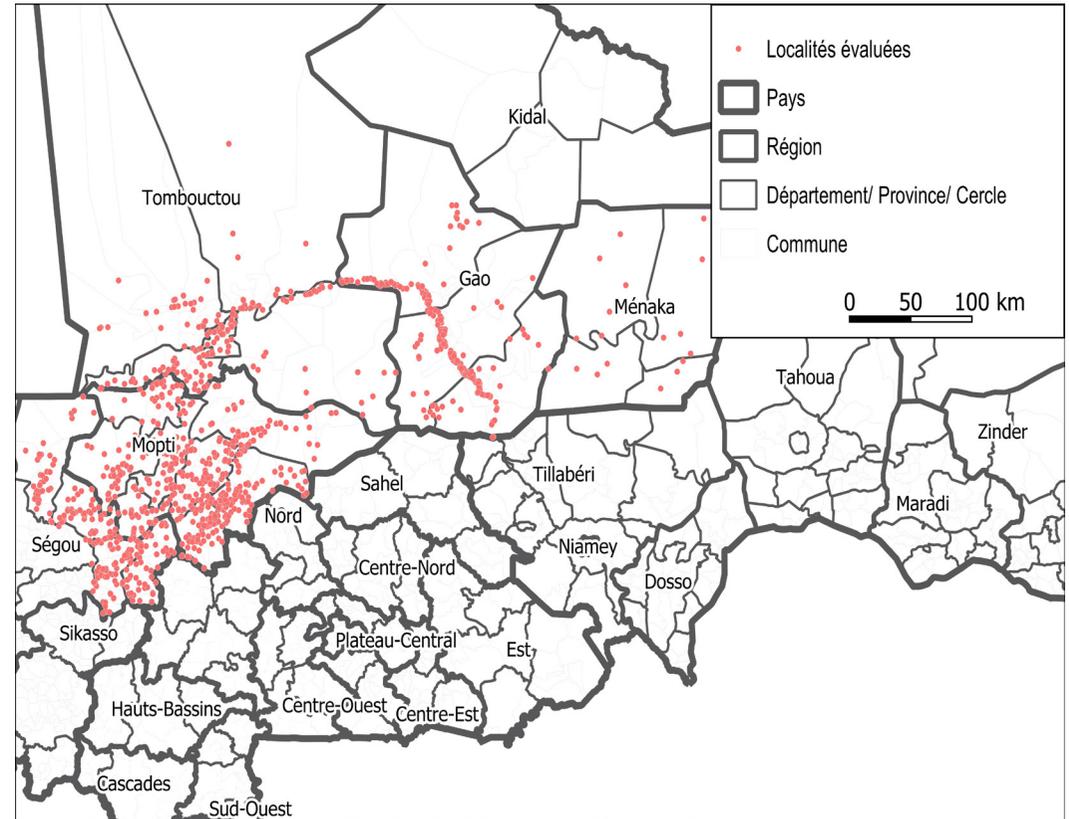
Au total, pour la collecte de mai 2023, 1142 localités ont été évaluées au Mali via des informateurs-clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (dernier passage dans la localité datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les données des IC ont été agrégées par localité. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « pourcentage de localités ». Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 10 % des localités de l'unité administrative 2 (cercle) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 2 et le 23 mai 2023. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.

NOTE A LA LECTURE

L'ensemble des résultats est à lire en **% de localités évaluées, selon les informations rapportées par les IC**. L'ensemble des données portent sur les 30 jours précédant la collecte – sauf indication contraire.

1. REACH, Termes de référence, Suivi humanitaire multisectoriel (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, octobre 2022

Carte 1. Carte des localités évaluées



77% d'IC ont rapporté avoir visité eux-mêmes la localité sur laquelle ils rapportent des informations, au cours du mois précédent la collecte.

À PROPOS DE REACH

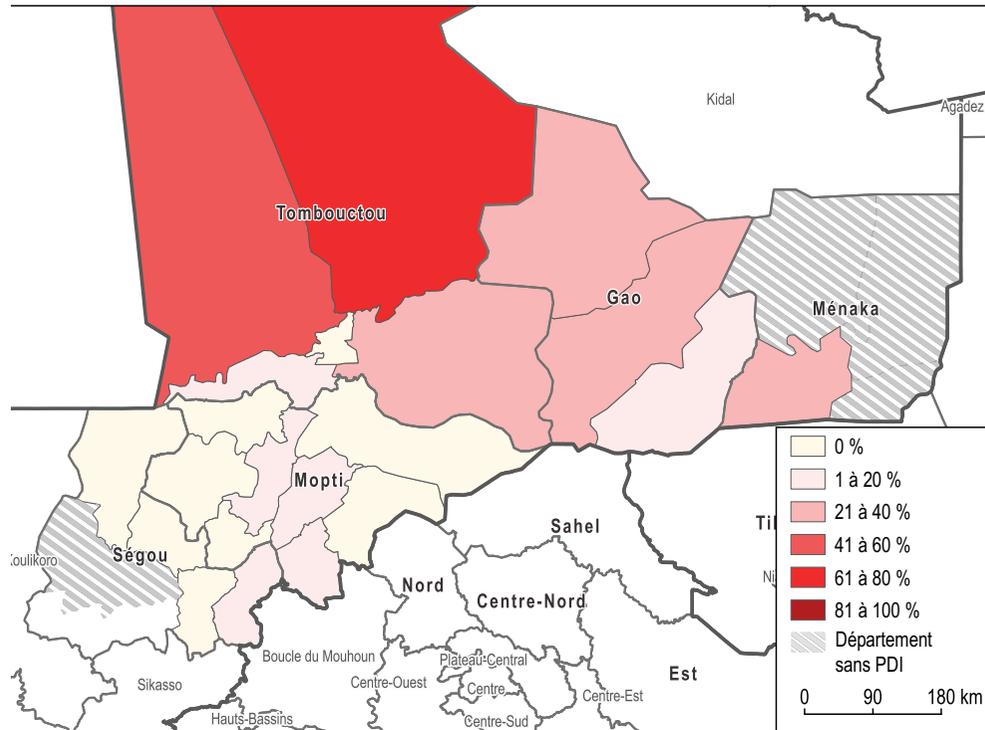
REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de UNITAR-UNOSAT. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org

2. OIM : Rapport de la matrice de suivi des déplacements (DTM), avril 2023



→ DÉPLACEMENT

Carte 3. % de localités où les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte⁵. Résultat exprimé en % des localités par cercle :



Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI et/ou de retournés par région :

PDI

1	Mopti	52%
2	Ségou	22%
3	Tombouctou	16%
4	Gao	16%
5	Ménaka	11%

Retournés

1	Tombouctou	21%
2	Mopti	11%
3	Ségou	5%
4	Gao	3%
5	Ménaka	0%

Selon les données du rapport DTM², la population déplacée au Mali a connu une **baisse** de **9%** entre **décembre 2022** et **avril 2023**. Le nombre de **PDI** est, en effet passé de **412 387** personnes en **décembre 2022** à **375 539** au **30 avril 2023**, soit une **diminution** de **36 848** personnes déplacées dénombrées comme PDI retournées.

En mai 2023, des personnes déplacées internes seraient présentes dans **32%** des localités dans les régions évaluées, selon les IC. **Cette proportion était de 52% des localités évaluées de la région de Mopti contre 11% de celles de la région de Ménaka.** Aussi, les cercles de **Bandiagara (79%), Bankass (78%), Koro (67%), Tominian (50%)** et **Niono (33%)** étaient les cercles avec les plus fortes proportions en termes de présence de PDI. Par ailleurs, les IC ont rapporté une arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte des données dans **7%** des localités évaluées où la présence de PDI avait été rapportée, avec une proportion de **32%** des localités évaluées dans la région de Tombouctou contre **2%** de celles de la région de Mopti.

En outre, selon les IC, il y a eu **des mouvements de populations non déplacées vers d'autres localités dans 17% des localités évaluées** avec une proportion de **66% des localités évaluées de la région de Ménaka contre 12% de celles des régions de Tombouctou et Ségou.** Ces mouvements étaient plus accentués dans les localités évaluées des cercles Tidermène (100%), Inekar (86%), Anderamboukane (57%), de Tominian (44%), Youwarou (43%), Ansongo (28%) et Gourma-Rharous (21%) d'après les IC. Bien que **la majorité des déplacements dans le pays semble de type intra-cercle**, la majorité des PDI arrivées au cours des 30 jours précédant la collecte des données dans 25% des localités évaluées du pays est originaire du cercle de Bankass dans la région de Mopti. En outre, les **PDI** présentes dans les localités évaluées du **cercle de San** (région de Ségou) sont en majorité originaires des **cercles de Bankass dans 50% des localités** et de **Niono (50%)** selon les IC. De même, **les PDI dans le cercle de Bourem** (région de Gao) sont **originaires du cercle de Gao dans 75%** des localités évaluées.

Par ailleurs, les IC ont rapporté **la présence de retournés** dans **9%** des localités évaluées du Mali, avec une proportion de **21%** des localités évaluées dans **la région de Tombouctou.** En outre, **l'arrivée de retournés** au cours des 30 jours précédant la collecte de données a été rapporté dans **16%** des localités évaluées.

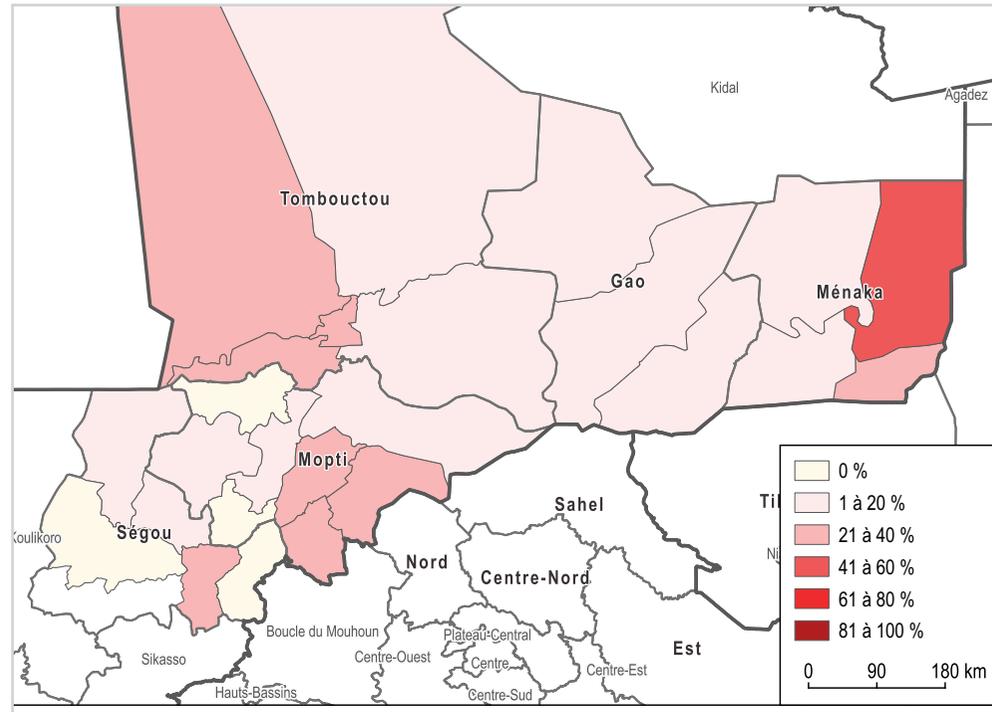
Facteurs principaux déclenchant les déplacements de Population depuis leurs localités d'origine (% de localités évaluées au Mali)⁵ :



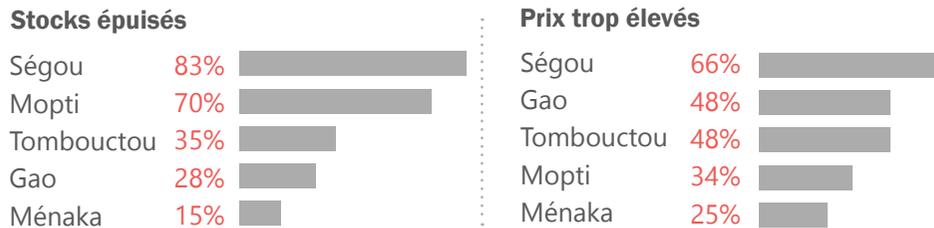
5. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

Carte 4. % de localités où les IC ont rapporté que la quantité de nourriture pour la majorité de populations non déplacées était largement à peu insuffisante au cours du dernier mois. Résultat exprimé en % des localités par cercle :

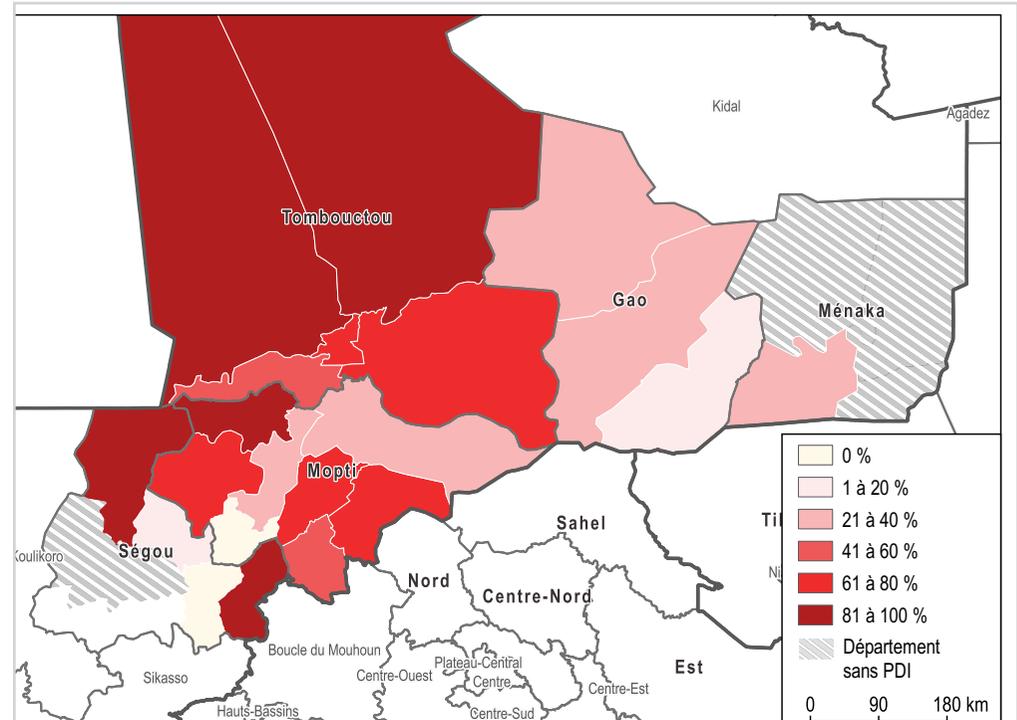


% de localités par principales raisons pour lesquelles les populations non déplacées n'avaient pas accès à suffisamment de nourritures, selon les IC :

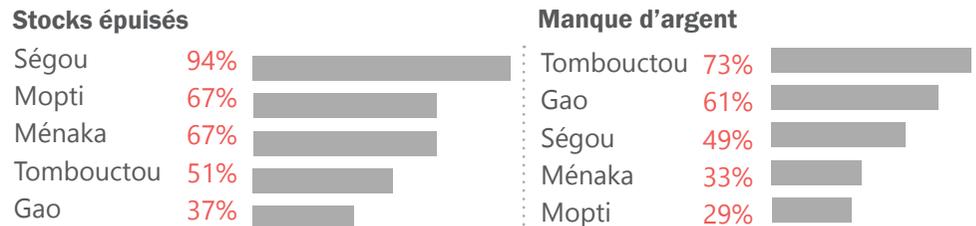


% de localités où les IC ont rapporté qu'une partie de la population a reçu une assistance alimentaire au cours des 30 derniers jours :

Carte 5. % de localités où les IC ont rapporté que la quantité de nourriture pour la majorité de populations déplacées interne (PDI) était largement à peu insuffisante au cours du dernier mois. Résultat exprimé en % des localités par cercle :



% de localités par principales raisons pour lesquelles les populations déplacées internes (PDI) n'avaient pas accès à suffisamment de nourritures, selon les IC :



Selon les IC interrogés au cours du mois de mai 2023, la majorité des populations déplacées internes (PDI) avait une quantité de nourriture largement suffisante dans seulement 4% des localités évaluées au Mali contre 30% de localités évaluées pour les populations non déplacées. Cette situation est similaire avec une légère détérioration par rapport au mois de mars 2023, selon les données HSM collectées³. Aussi, dans la région de Ségou, les IC ont rapporté que la quantité de nourriture était peu insuffisante pour les PDI dans 77% des localités évaluées où la présence de PDI a été rapportée, avec une proportion de 89% des localités du cercle de Niono. De même, dans la région de Ménaka, il était question de 6% des localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité des populations non déplacées avait une quantité de nourriture largement insuffisante, avec des proportions assez élevées dans les cercles d'Anderamboukane (14%) et d'Inekar (14%).

De façon générale, les IC ont rapporté qu'au Mali, la majorité des populations non déplacées avait une quantité de nourriture juste suffisante dans 52% des localités évaluées contre 36% des localités évaluées pour les PDI.

Les communes où les IC ont rapporté que la majorité des populations non déplacées avait une quantité de nourriture largement insuffisante étaient entre autres : Teneni (75%), Mondoro (67%), Soroly (67%), Niamana (40%), Metoumou (38%) et 33% des localités pour chacune des communes de Tourakolomba, Ouro-guire, Kende, Dougoutene II, Diondiori et Diamnati.

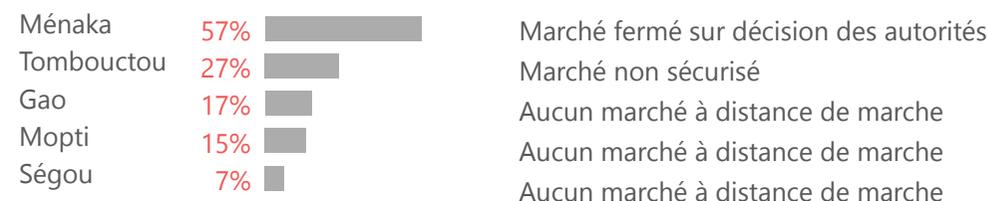
Dans la région de Tombouctou, la quantité de nourriture serait peu à largement insuffisante dans 26% des localités évaluées avec respectivement 38% des localités évaluées du cercle de Niafunké contre 17% de celles du cercle de Tombouctou.

Les principales raisons pour lesquelles la majorité de la population non déplacée n'avait pas accès à suffisamment de nourriture étaient l'épuisement de stock dans 57% des localités évaluées en mai 2023 au Mali (cette proportion était de 83% des localités évaluées dans la région de Ségou contre 15% de celles dans la région de Ménaka), le prix trop élevé des denrées qui n'est pas à la portée de la majorité des populations hôtes dans 44% des localités et le manque d'argent pour la majorité des populations hôtes dans 31% des localités évaluées où la quantité de nourriture a été jugée insuffisante. En ce qui concernait les PDI, les raisons étaient entre autres, l'épuisement des stocks (65%), le manque d'argent (41%) et le prix trop élevé des denrées (40%), selon les IC. La stratégie principale d'adaptation utilisée par la majorité de la population était la consommation d'aliments moins chers et moins préférés dans 88% des localités évaluées où un accès insuffisant à la nourriture a été rapporté. Aussi, les principales sources de nourriture pour la majorité de la population étaient la propre production cultivée dans 67% des localités évaluées et la propre production de bétail dans 16% des localités évaluées dans les cinq régions au Mali. Cette dernière a une proportion de 89% des localités évaluées dans la région de Ménaka, selon les IC.

Aussi, la majorité de la population dans 17% des localités évaluées n'avait pas accès à un marché fonctionnel ouvert au moins un jour par semaine à distance de marche, selon les IC. Cette proportion était de 57% des localités évaluées de la région de Ménaka, 27% des localités de la région de Tombouctou et 17% de celle de la région de Gao. Cependant, dans les localités où l'accès à un marché a été rapporté, les IC ont aussi rapporté une large augmentation des prix des céréales dans 7% de ces localités avec une proportion de 15% des localités évaluées dans la région de Tombouctou où un marché était accessible à distance de marche.

Aussi, la majorité des populations n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours de 30 jours avant la collecte de données dans 80% des localités évaluées avec une proportion de 86% des localités évaluées dans la région de Mopti contre 70% de celles de la région de Ségou. Les raisons de ce nonaccès aux moyens de subsistance étaient le manque de capital et de travail dans respectivement 49% et 19% des localités évaluées. Par ailleurs, les activités les plus perturbées étaient la pêche, la chasse, la cueillette (39%), l'élevage de bétail (33%) et le travail journalier (30%). Les principales causes de perturbation de cette activité d'élevage seraient : l'accès non sécurisé aux pâturages (68%), le vol de bétail (66%), et le manque de pâturage (35%).

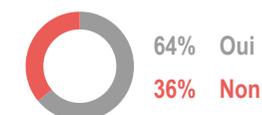
% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à un marché fonctionnel à une distance de marche et raison principale de cette contrainte d'accès.



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance habituels :

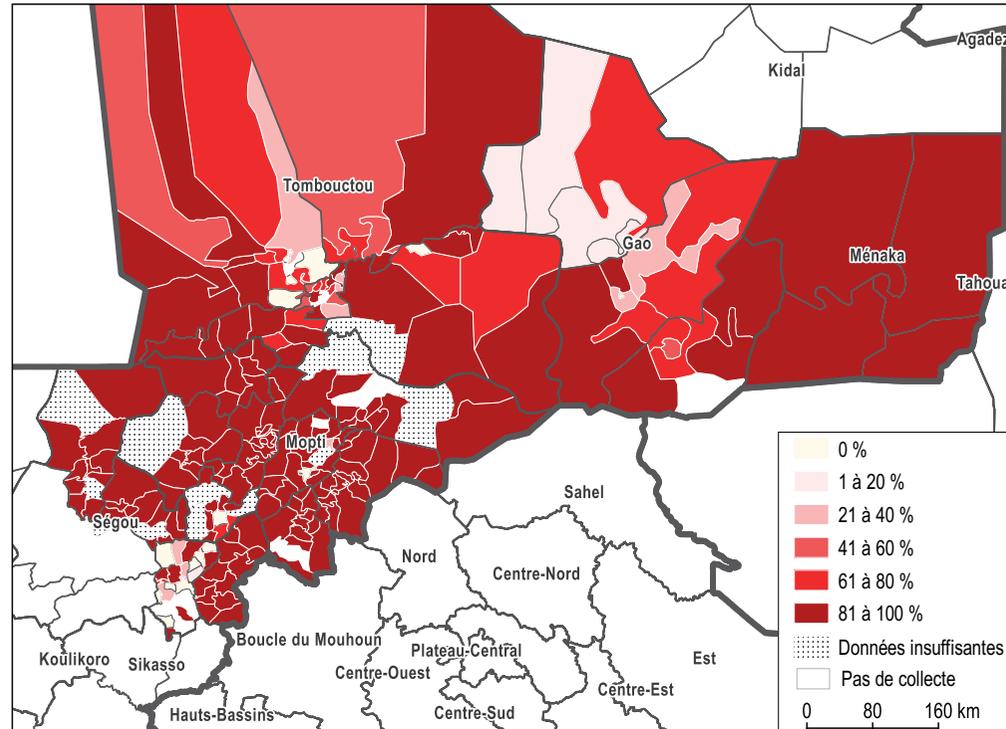


% de localités évaluées où les IC ont rapporté une augmentation des prix des céréales :

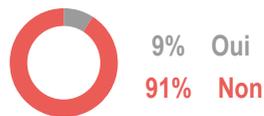


PROTECTION

Carte 6. % de localités où la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité au cours des 30 derniers jours, selon les IC. Résultat exprimé en % des localités par commune :



% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés :

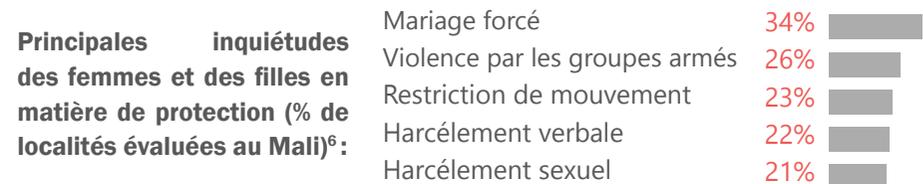
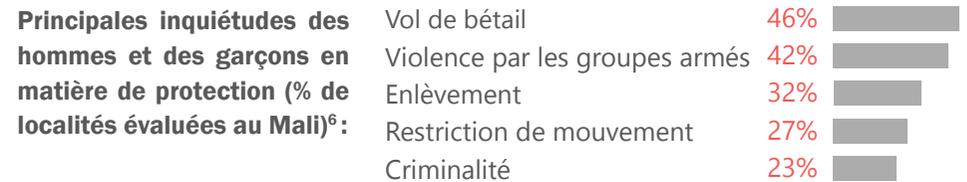


Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence d'un service de protection :



Selon les IC, au Mali, la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours des 30 jours précédant la collecte de données dans 81% des localités évaluées. Ce pourcentage était particulièrement élevé dans les régions de **Mopti (98%), Ménaka (94%) et de Ségou (82%)**. Ainsi, dans la région de Mopti, les IC ont rapporté que les populations ne se sentaient pas en sécurité dans **100%** des localités évaluées des cercles de Youwarou, Douendza, Tenenkou, Mopti, Koro et Bankass contre **88%** de celles de Djenné. Ces proportions étaient de l'ordre de **100%** des localités évaluées des cercles d'Anderamboukane, d'Inekar et de Tidermène contre **87%** de celles du cercle de Ménaka dans la région de Ménaka. Aussi, les IC ont rapporté que dans **100%** des localités des cercles de Macina, Niono et Tominian (région de Ségou) la majorité des populations ne se sentait pas en sécurité au cours des 30 jours précédant la collecte de données.

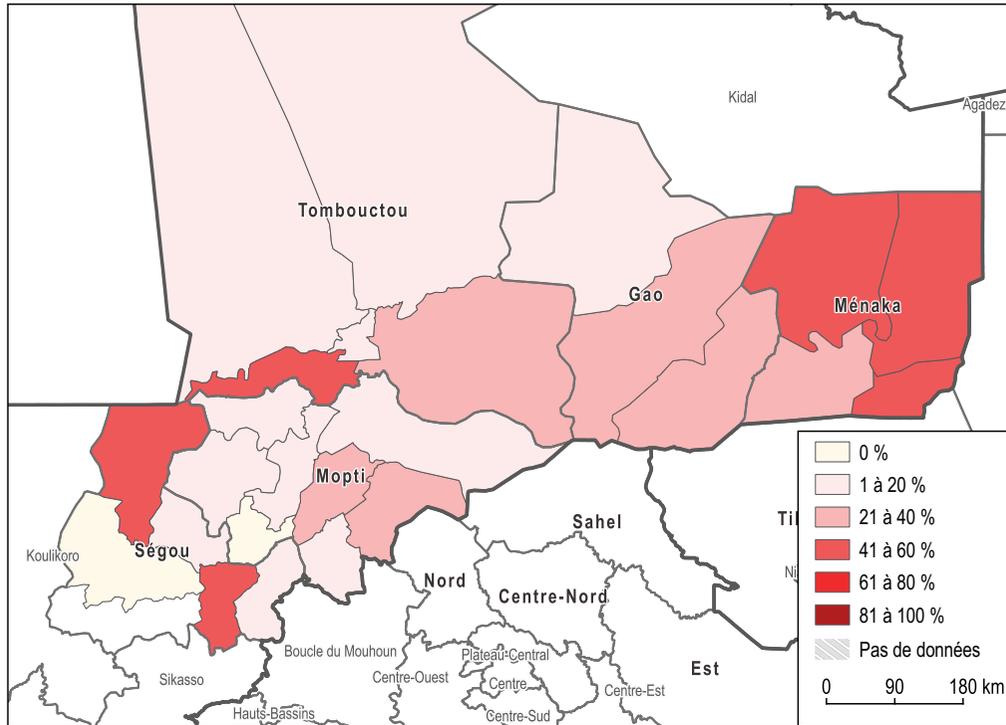
Par ailleurs, **les principales inquiétudes en matière de protection pour la majorité des femmes et des filles étaient le mariage forcé (34%), la violence par les groupes armés (26%), la restriction de mouvement (23%) et les harcèlements verbaux (22%)**. Tandis que, selon les IC, **les inquiétudes pour les hommes et les garçons étaient plutôt le vol de bétail (46%), la violence par des groupes armés (42%), les enlèvements (32%) et la restriction de mouvement (27%)**. Par ailleurs, les IC ont rapporté des **incidents** durant lesquels **des civils ont été tués ou gravement blessés** au cours du mois précédant la collecte de données dans **9%** des localités des régions évaluées au Mali. Cette proportion était de **29%** des localités évaluées de **la région de Ménaka**, particulièrement dans **les cercles de Tidermène et d'Anderamboukane** avec respectivement **50%** et **29%** des localités évaluées. Les IC ont aussi rapporté que la population **n'avait pas accès à une structure de protection et/ou de référencement des incidents de protection dans 81%** des localités évaluées au Mali.



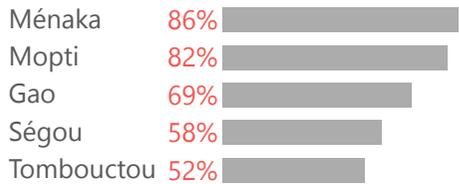
6. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

EAU HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

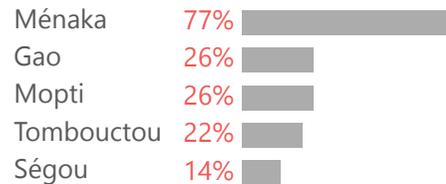
Carte 7. % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'a pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage. Résultat exprimé en % des localités par cercle :



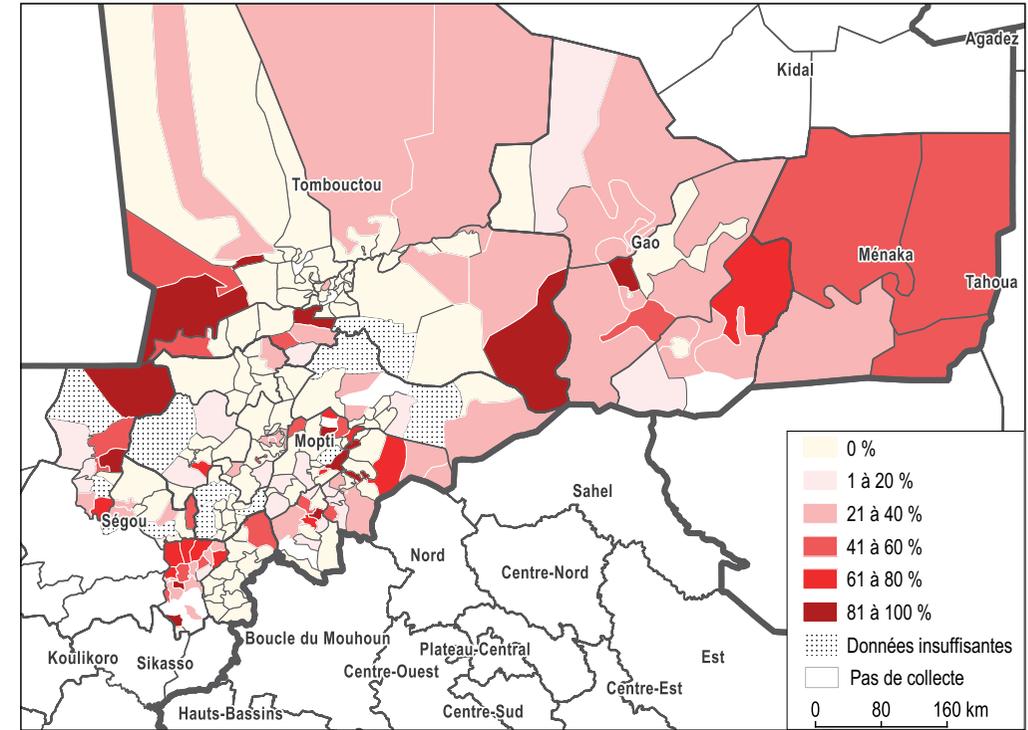
% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population se lave les mains sans savon ou cendre :



% de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population pratique la défécation à l'air libre :



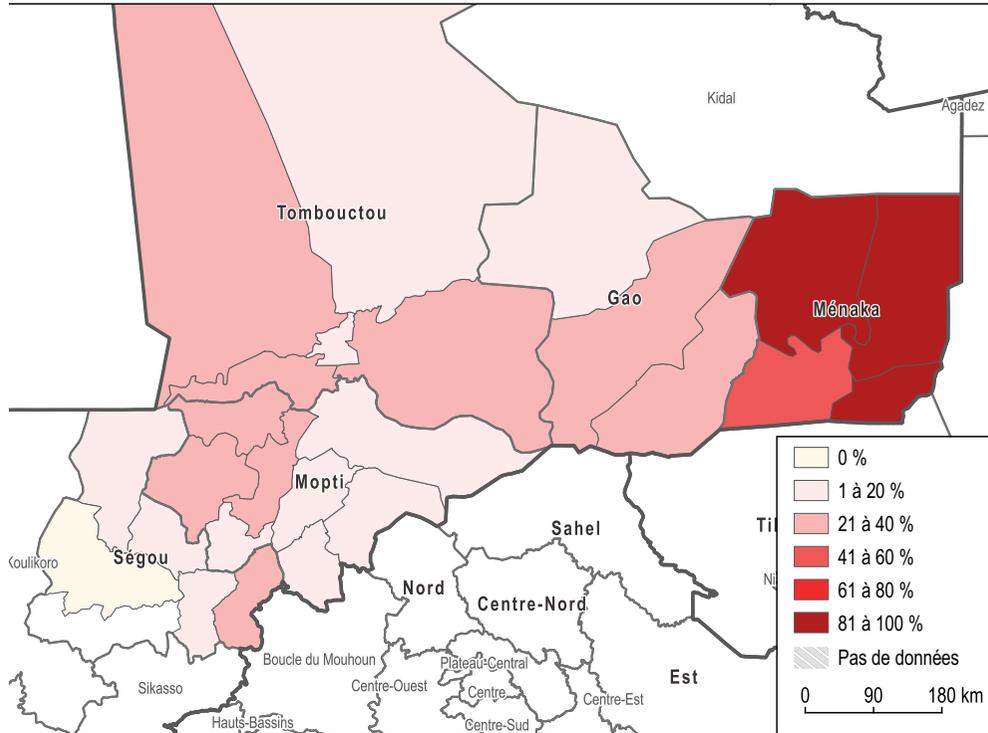
Carte 8. % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'a pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage. Résultat exprimé en % des localités par commune :



Selon les IC, au Mali, la majorité de la population utilisait des sources non améliorées comme eau à boire au cours des 30 jours précédant la collecte de données dans **24%** des localités évaluées. Ce pourcentage était particulièrement **élevé** dans **les cercles d'Anderamboukane (86%), Inekar (71%), Tidermène (50%), San (44%), Macina (41%) et Douendza (35%)**. Par ailleurs, il est rapporté que la majorité de la population n'avait **pas accès à une quantité d'eau suffisante pour combler les besoins des ménages dans 23%** des localités évaluées en mois de mars au Mali. Cette situation concernait **46%** des localités évaluées dans **la région de Ménaka** et **29%** de celles de **Ségou** contre **18%** de celles de **la région de Mopti**. Les principales raisons de cette non-accessibilité étaient : **la longue attente au point d'eau (59%), le manque de récipient de stockage d'eau (37%) et la longue distance qui sépare les points d'eau des habitations (27%)**.

SANTÉ ET NUTRITION

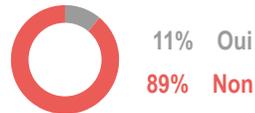
Carte 9. % de localités dans lesquelles la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche⁴. Résultat exprimé en % des localités par cercle :



Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté l'obtention de soins de Santé au besoin :



% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté la présence d'ONG fournissant des services de prise en charge de la malnutrition :

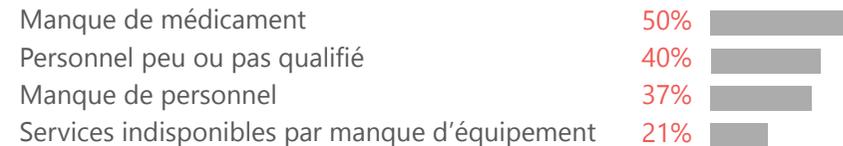


Selon les IC, la majorité de la population dans **21%** des localités évaluées au Mali **n'a pas obtenu des soins de santé** lorsqu'elle en avait besoin au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Ce défaut d'accès à un service de santé a été le plus rapporté dans les localités évaluées des régions de **Ménaka (80%), Tombouctou (26%) et Gao (25%)**. Cette proportion était de **100%** dans le cercle d'**Anderamboukane, 100% à Tidermène, 86%** dans celui d'**Inakar, et 60%** à **Ménaka**. Les raisons principales de cette situation selon les IC seraient **l'éloignement des infrastructures de santé par rapport aux habitations et la restriction de mouvement à cause de l'insécurité sur les routes dans 78%** des localités évaluées au Mali où le non-accès à des soins de santé a été rapporté. Parmi les **79%** de localités évaluées au Mali où la majorité de la population avait accès aux services de santé, la majorité des populations dans **87%** des localités avait accès à un **centre de santé communautaire (CSCOM)** comme principal type de services de santé accessible.

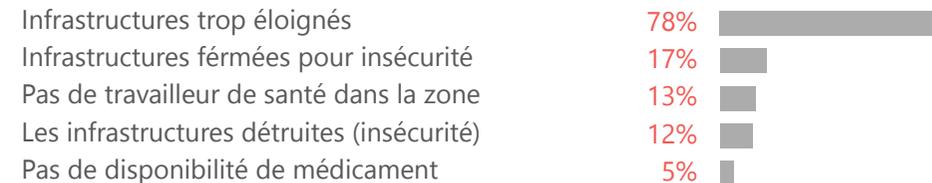
Par ailleurs, l'absence d'ONG fournissant des services de prise en charge de la malnutrition a été rapportée par les IC dans 89% des localités évaluées au Mali, avec une large proportion dans les régions de Gao (100%), Ménaka (100%) et Tombouctou (98%).

Aussi, il a été rapporté que pour se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche avec le mode de transport le plus commun, la majorité de la population dans 17% des localités évaluées prendrait 1 heure à une demi-journée.

% de localités évaluées par principaux problèmes des centres fréquentés :

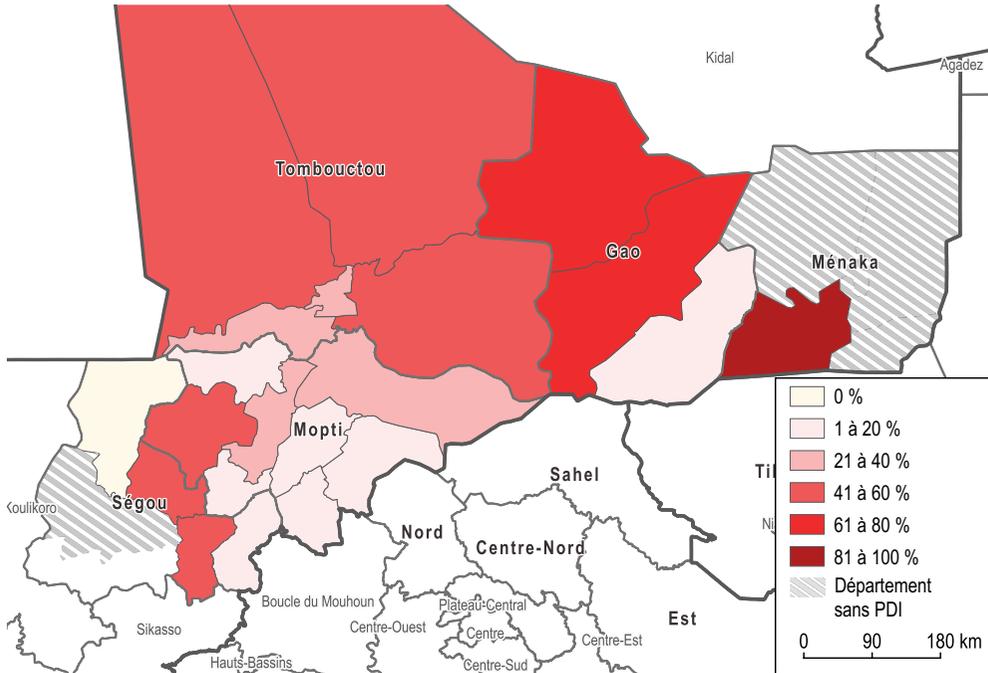


Barrières principales à l'obtention de soins de santé (% de localités évaluées au Mali)⁵



ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

Carte 10. % de localités où les IC ont rapporté que les PDI se sont installées sans aucun type d'accords au cours du dernier mois. Résultat exprimé en % des localités par cercle :



Au cours des 30 jours précédant la collecte de données, les IC ont rapporté que la majorité des PDI était affectée par les problèmes d'abris plus que les autres groupes de population dans 67% des localités évaluées. Cette proportion était plus élevée dans la région de Ménaka (100%) contre 41% dans la région de Tombouctou. Particulièrement dans les cercles de Ménaka, Youwarou, San, Tominian et Niafunké, où la majorité des PDI était concernée dans 100% des localités évaluées. Les problèmes les plus communs en rapport avec les conditions d'hébergement des ménages étaient le manque d'espace (30%), le fait de ne pas se sentir en sécurité dans les abris (20%) et l'incapacité d'effectuer correctement l'hygiène personnelle (19%). Les IC ont rapporté que les principaux besoins non-alimentaires étaient les articles d'hygiène pour les femmes dans 58% des localités évaluées, les moustiquaires (57%), les couchages (57%) et les ustensiles de cuisine. Aussi, les articles qui manquent sont les couchages, les moustiquaires et les articles d'hygiène des femmes dans respectivement 56%, 55%, et 49% des localités évaluées.

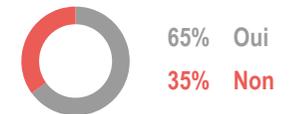
ÉDUCATION

% de localités évaluées où la majorité de la population en âge d'aller à l'école avait accès à des infrastructures d'éducation formelle, fonctionnels et à distance de marche selon les IC :

Population non déplacée



PDI



% de localités par principales barrières qui limitaient l'accès à l'éducation pour les filles selon les IC :

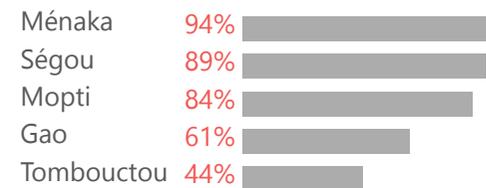
	Gao	Ménaka	Mopti	Ségou	Tombouctou
Fermeture des écoles	67%	56%	60%	26%	27%
Eloignement des écoles	40%	53%	27%	68%	52%
Manque d'enseignant	12%	13%	44%	37%	33%

% de localités par principales barrières qui limitaient l'accès à l'éducation pour les garçons selon les IC :

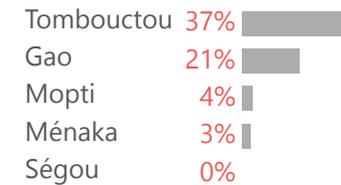
	Gao	Ménaka	Mopti	Ségou	Tombouctou
Fermeture des écoles	66%	50%	59%	32%	35%
Eloignement des écoles	39%	53%	28%	68%	46%
Travail enseignant arrêté	17%	13%	49%	37%	25%

% de localités par principale occupation des filles et des garçons en cas de non-fréquentation de l'école, selon les IC :

Travail à la maison



École coranique

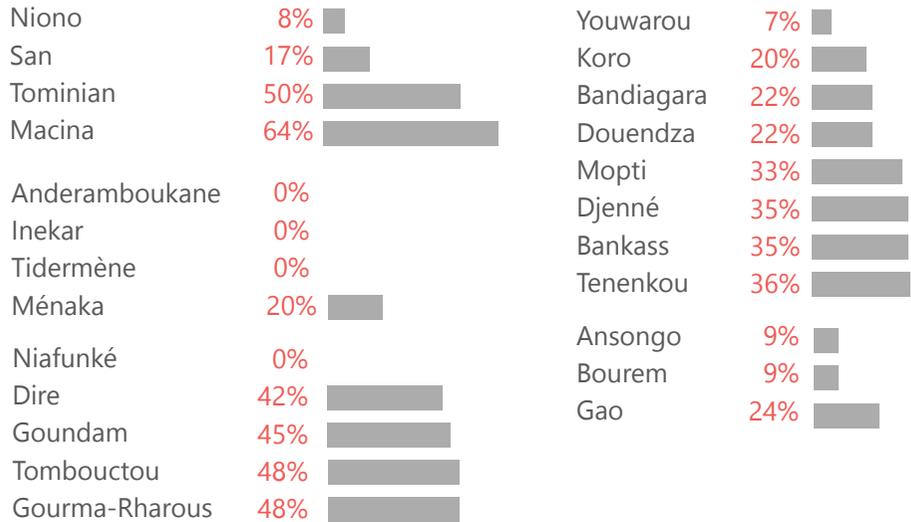


REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES

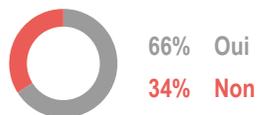
Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (avec % de localités évaluées où l'information a été rapportée), par région⁷:

Régions	1	2	3
Gao	Sécu. Al. ⁸ (84%)	Moy. Sub. ⁹ (78%)	AGR. ⁸ (73%)
Ménaka	Sécu. Al. (77%)	Santé (66%)	Education. (46%)
Mopti	AGR. (81%)	Sécu. Al. (79%)	BNA. (58%)
Ségou	Sécu. Al. (82%)	AGR. (78%)	BNA. (66%)
Tombouctou	BNA. ⁹ (72%)	AGR. (67%)	Sécu. Al. (65%)

% de localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire au cours des 30 jours précédant la collecte des données :



% de localités ayant connaissance des mécanismes de gestion de plaintes, selon les IC :

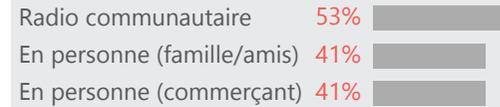


% de localités ayant été consulté ou informé pour l'identification des bénéficiaires de l'aide humanitaire, selon les IC :



ACCÈS À L'INFORMATION

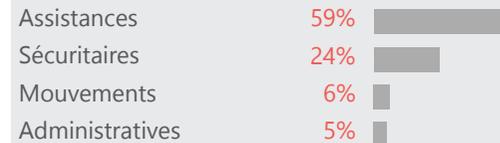
Principales sources d'informations de la majorité de la population



% de localités évaluées où la population n'avait pas accès à un téléphone fonctionnel



Types d'informations qui auraient été utiles pour la population



% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable existait



7. Les IC ont été interrogés sur les secteurs humanitaires qu'ils pensaient être prioritaires pour la majorité de la population dans leur localité. Ils pouvaient choisir jusqu'à trois secteurs d'intervention prioritaires.

8. Sécu.Al : Sécurité alimentaire; AGR : Activité génératrice de revenu

9. Moy. Sub. : Moyens de subsistance ; BNA : Biens non-alimentaires.